



**ARRETE PREFECTORAL**  
**portant mise en demeure**

**société SABLE COLOR**  
**zone d'activité les îles du pont**  
**73800 Coise-Saint-Jean-Pied-Gauthier**

*Le préfet de la Savoie,*  
*Chevalier de la légion d'honneur;*

Vu le code de l'environnement, titre 1er du livre V, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement et notamment ses articles L. 514-2 ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU la circulaire ministérielle « installations classées » du 10 mai 1983 relative aux cas des établissements nécessitant une régularisation administrative ;

VU la circulaire du 25 septembre 2001 relative à la procédure d'instruction des demandes d'autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral du 28 juin 2010 portant délégation de signature à M. Didier MAMIS, Directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, publié au Recueil des actes administratifs le 29 juin 2010 ;

VU la déclaration déposée par madame Josette BEN S'GHAIER, au nom de la société DECAP NET à Coise-Saint-Jean-Pied-Gauthier, en octobre 2005, concernant la mise en service d'une installation classée pour la protection de l'environnement exerçant des activités relevant des numéros 2575, 2920 et 2940 de la nomenclature ;

VU le courrier en date du 2 avril 2007 par lequel monsieur le préfet invite madame Josette BEN S'GHAIER à compléter le dossier de déclaration susmentionné;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées au sein de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, service chargé de l'inspection des installations classées, en date du 29 novembre 2010 ;

CONSTATANT, lors d'une visite d'inspection menée le 24 novembre 2010 que l'installation est actuellement exploitée par la société Sabla Color et que le changement d'exploitant n'a pas été notifié à monsieur le préfet de la Savoie conformément aux dispositions de l'article R. 512-68 du code de l'environnement ;

CONSTATANT que l'entreprise Sabla Color exerce, outre les activités classées sous les numéros 2575, 2920 et 2940 de la nomenclature, une activité classée sous le numéro 2567 de la nomenclature et que, de ce fait, l'installation relève du régime de l'autorisation préfectorale préalable ;

CONSTATANT que l'inspecteur des installations classées a relevé l'absence de rétention au niveau des stockages de produits, des déchets stockés sans précaution et des traces de brûlage de certains déchets sur les aires non couvertes de l'installation ;

CONSIDERANT que l'exploitant n'a pas obtenu ni même sollicité une autorisation préfectorale d'exploiter ;

CONSIDERANT, qu'il convient, en conséquence et en vue de préserver les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, de faire application de son article L.512-2 en mettant en demeure la société Sabla Color de régulariser la situation administrative des activités irrégulièrement exploitées en déposant une demande d'autorisation ;

CONSIDERANT qu'il y a nécessité d'imposer à l'exploitant des prescriptions techniques provisoires en urgence afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition de monsieur le sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de la Savoie ;

## **A R R E T E**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

La société Sabla Color est mise en demeure de régulariser la situation administrative de son établissement exploité à Coise-Saint-Jean-Pied-Gauthier en déposant auprès de monsieur le préfet un dossier de demande d'autorisation dans un délai de trois mois. Le dossier de demande d'autorisation concernera, outre l'activité relevant du régime de l'autorisation, les activités relevant du régime de la déclaration.

### **ARTICLE 2 :**

Dans l'attente de la décision administrative qui interviendra sur la demande de régularisation prévue à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté, l'exploitant est tenu de se conformer aux articles 3 à 7 ci-après.

Les prescriptions des articles 3 à 7 doivent être respectées sans délai à l'exception de celles de l'article 4 pour lesquelles un délai de 15 jours à compter de la date de la notification du présent arrêté est accordé.

### **ARTICLE 3 : ACTIVITES**

Aucune activité de métallisation (pulvérisation de métal fondu) et d'application de peinture ne seront exercées dans l'établissement en dehors d'une cabine prévue à cet effet et équipée d'un système d'aspiration et de filtrage des vapeurs.

### **ARTICLE 4 : CAPACITES DE RETENTION ETANCHES**

Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, en particulier les liants, ciment, fluides caloporteurs, doit être associé à une capacité de rétention étanche et fixe dont le volume doit être:

- supérieur à la capacité du plus grand réservoir,
- supérieur à 50% de la capacité globale des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20% de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.

Le bon état de conservation des stockages doit faire l'objet d'une surveillance particulière de la part de l'exploitant.

## **ARTICLE 5 : EXPLOITATION - ENTRETIEN**

### **5.1 - Surveillance de l'exploitation**

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

### **5.2 - Connaissance des produits - Etiquetage**

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

### **5.3 - Propreté**

Les locaux et les abords extérieurs de ces locaux doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de poussières.

### **5.4 - Registre entrées/sorties**

L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux stockés, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

La présence de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

## **ARTICLE 6 : DECHETS**

### **6.1 - Stockage des déchets**

Les déchets produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations dans le sol, des odeurs).

La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la capacité mensuelle produite ou un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination, sauf en cas de recyclage interne à l'installation.

## **6.2 - Déchets banals**

Les déchets banals (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, etc.) et non souillés par des produits toxiques ou polluants peuvent être récupérés, valorisés ou éliminés dans les mêmes conditions que les ordures ménagères.

Les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage sont la valorisation par réemploi, recyclage ou tout autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie. Cette disposition n'est pas applicable aux détenteurs de déchets d'emballage qui en produisent un volume hebdomadaire inférieur à 1.100 litres et qui les remettent au service de collecte et de traitement des communes (article R.543-65 à R.543-74 du code de l'environnement).

## **6.3 - Déchets dangereux**

Les déchets dangereux doivent être éliminés dans des installations autorisées à recevoir ces déchets.

L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination; les documents justificatifs doivent être conservés 3 ans.

## **6.4 - Brûlage**

Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.

# **ARTICLE 7 : SECURITE**

## **7.1 - Dispositions générales**

Les installations sont accessibles facilement par les services de secours. Les aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté. Des dispositions matérielles et organisationnelles (clôture, fermeture à clef, gardiennage...) interdisent l'accès libre aux installations, notamment en dehors des heures de travail.

## **7.2 - Vérification périodiques**

Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont stockés des produits dangereux ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de sécurité.

## **7.3 - Zones de risques incendie**

Les zones de risques incendie sont constituées des volumes ou, en raison des caractéristiques et des quantités de produits présents même occasionnellement leur prise en feu est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité des installations.

L'exploitant déterminera sous sa responsabilité les zones de risques incendie.

Les dispositions ci-dessous sont applicables aux zones de risques incendie en complément aux dispositions générales de sécurité

## **7.4 - Prévention**

Dans les zones de risques incendie sont interdits les flammes à l'air libre ainsi que tous les appareils susceptibles de produire des étincelles (chalumeaux, appareils de soudage, etc...).

Cependant, lorsque des travaux nécessitant la mise en oeuvre de flammes ou d'appareils tels que ceux visés ci-dessus doivent être entrepris dans ces zones, ils feront l'objet d'un "permis feu" délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant.

Cette consigne fixe notamment les moyens de lutte contre l'incendie devant être mis à la disposition des agents effectuant les travaux d'entretien.

L'interdiction permanente de fumer ou d'approcher avec une flamme doit être affichée dans les zones de risques incendie.

### **7.5 - Zones de sécurité**

Les zones de sécurité sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître notamment en raison de la nature des substances gazeuses stockées.

L'exploitant définit sous sa responsabilité les zones de sécurité dans lesquelles peuvent apparaître les atmosphères explosives :

- soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal de l'établissement
- soit de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée.

Les dispositions relatives aux zones d'incendie et les dispositions ci-dessous sont applicables aux zones de sécurité en complément aux dispositions générales de sécurité.

### **7.6 - Matériel électrique**

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion sont applicables à l'ensemble des zones de sécurité.

En particulier, dans ces zones les installations électriques sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation, tout autre appareil, machine ou matériel étant placé en dehors d'elles.

Les matériels et les canalisations électriques devront être maintenus en bon état.

Le matériel électrique doit en permanence rester conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine ; un contrôle est effectué au minimum une fois par an par un organisme agréé qui doit très explicitement mentionner les défauts relevés dans son rapport de contrôle. L'exploitant doit remédier à toute défectuosité relevée dans les délais les plus brefs.

## **ARTICLE 8 :**

Les mesures provisoires des articles du présent arrêté ne préjugent pas de la décision qui interviendra à l'issue de la procédure de régularisation prescrite par son article 1<sup>er</sup>.

## **ARTICLE 9 :**

Si, à l'expiration de du délai fixé à l'article premier du présent arrêté, l'exploitant n'a pas satisfait aux obligations contenues dans le même article, il pourra être fait application des mesures prévues à l'article L.514-2 du code de l'environnement, indépendamment des sanctions pénales prévues par le même code.

**ARTICLE 10 :**

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Le présent arrêté ne peut être déféré qu'au tribunal administratif de Grenoble.

Le délai de recours pour l'exploitant est de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

**ARTICLE 11 :**

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Savoie, Monsieur le Directeur de la cohésion sociale et de la protection des populations et Monsieur le Directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Rhône-Alpes, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à Monsieur le maire de Coise-Saint-Jean-Pied-Gauthier.

Chambéry, le 04 JAN. 2011

Le préfet  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur départemental,

Didier MAMIS

